

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 JUIN 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/387		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 40 000 € A L'ASSOCIATION LES AMIS DU JARDIN DE BAUDOUVIN - CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/387

BUREAU DU 17 JUIN 2024

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 40 000 € A L'ASSOCIATION LES AMIS DU JARDIN
DE BAUDOUVIN - CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par l'association « Les Amis du jardin de Baudouvin » pour l'année 2024,

CONSIDERANT que l'association, dont le siège social est à la Valette-du-Var, a pour objet la valorisation, l'animation du Jardin de Baudouvin ainsi que l'organisation de manifestations visant à donner vie à ce lieu,

CONSIDERANT l'intérêt métropolitain des actions menées par l'association « Les Amis du jardin de Baudouvin » sur le territoire métropolitain en termes de Tourisme et d'Economie et patrimoine culturel,

CONSIDERANT que les actions menées par cette association entrent également dans le cadre de la politique culturelle mais aussi de la politique de la ville en matière de cohésion sociale de la Métropole,

CONSIDERANT la programmation d'animations pour l'année 2024,

CONSIDERANT le caractère exceptionnel de la demande chiffrée à 40 000 euros,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 40 000 euros (quarante mille euros) à l'association « Les Amis du Jardin de Baudouvin ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le président à signer la convention ci-annexée avec « Les Amis du Jardin de Baudouvin » en vue de l'attribution d'une subvention de 40 000 € (quarante mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 opération n°2 article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention annuelle d'objectifs

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°24/ en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association LES AMIS DU JARDIN DE BAUDOUVIN régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège Place Général de Gaulle – 83160 LA VALETTE DU VAR, représentée par le Président dûment mandaté, Monsieur Daniel VILAIN, habilité à cet effet par les statuts de l'association

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'objet de cette association consiste en la valorisation, l'animation et la mise en valeur du jardin de Baudouvin, véritable patrimoine culturel et historique de La Valette du Var.

Depuis son ouverture au public le 24 juin 2009, le Jardin de Baudouvin, a reçu le Label « Jardin Remarquable » et bénéficie du « Pass site ».

Le programme établi par l'association « Les Amis du jardin de Baudouvin » consistant à promouvoir le tourisme, l'économie, le patrimoine culturel, répond à une préoccupation métropolitaine globale et représentative de trois compétences différentes mais complémentaires.

Les manifestations organisées chaque année dans ce jardin remarquable par l'association « Les Amis du jardin de Baudouvin » concourent à mieux faire connaître la commune de La Valette du Var et à engendrer des retombées touristiques et économiques non négligeables qui pérennisent l'activité touristique sur le territoire métropolitain.

Pour ces raisons, il est décidé de soutenir l'association « Les Amis du jardin de Baudouvin ».

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Les Amis du Jardin de Baudouvin à hauteur de 40 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe I de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, opération n°2, article 65748.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 40 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un versement, soit 40 000 euros, à la notification de la convention.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*)

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*si la subvention est supérieure à 75 000 euros*),

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (*si la subvention est supérieure à 153 000 euros*),

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe :

- Annexe I : Budget prévisionnel 2024 de l'association Les Amis du Jardin de Baudouvin

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Association
Les Amis du Jardin de Baudouvin

Daniel VILAIN

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Votre dossier

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Type de subvention : **Subvention de fonctionnement annuel**

Description de la demande : **Depuis sa création et son classement en jardin remarquable en 2009, est un espace nature maîtrisé. Il accueille les écoles et les centres de loisir de la Métropole pour partager la valorisation des plantes et arbres méditerranéens, la sensibilisation au réchauffement climatique à travers des manifestations tout au long de l'année, ainsi que des animations dédiés aux enfants.**

Nombre d'adhérents : **25**

Déclarée en préfecture le : : **02/06/2019**

Déclaration en préfecture de modification le : : **02/05/2019**

Budget prévisionnel

Millésime : **Année 2024**

Charges

	Coût prévu
60 - Achats	1 900,00 €
Achats matières et fournitures	1 900,00 €
Autres fournitures	0,00 €
61 - Services extérieurs	4 450,00 €
Locations	4 000,00 €
Entretien et réparation	0,00 €
Assurance	450,00 €
Documentation	0,00 €
62 - Autres services extérieurs	101 900,00 €

	Coût prévu
Rémunérations intermédiaires et honoraires	97 000,00 €
Publicité, publication	3 000,00 €
Déplacements, missions	1 500,00 €
Services bancaires, autres	400,00 €
63 - Impôts et taxes	0,00 €
Impôts et taxes sur rémunération	0,00 €
Autres impôts et taxes	0,00 €
64 - Charges de personnel	0,00 €
Rémunération des personnels	0,00 €
Charges sociales	0,00 €
Autres charges de personnel	0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	0,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €
66 - Charges financières	0,00 €
Charges financières	0,00 €
67 - Charges exceptionnelles	0,00 €
Charges exceptionnelles	0,00 €
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00 €
Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00 €
69 - Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	0,00 €
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0,00 €

	Coût prévu
860 - Secours en nature	0,00 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0,00 €
862 - Prestations	0,00 €
864 - Personnel bénévole	0,00 €

Produits

	Financement prévu
70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0,00 €
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0,00 €
73 - Dotations et produits de tarification	0,00 €
Dotations et produits de tarification	0,00 €
74 - Subventions d'exploitation	58 960,00 €
Etat (précisez le(s) ministères, directions ou services déconcentrés sollicités)	0,00 €
Métropole TPM	49 000,00 €
Conseil(s) Régional(aux)	0,00 €
Conseil(s) Départemental(aux)	9 960,00 €
Communes	0,00 €
Communauté de communes ou d'agglomération	0,00 €
Organismes sociaux (CAF, etc) Détailler	0,00 €
Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	0,00 €
L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0,00 €
Autres établissements publics	0,00 €
Aides privées (fondation)	0,00 €

	Financement prévu	
75 - Autres produits de gestion courante		200,00 €
756 - Cotisations		200,00 €
758 - Dons manuels		0,00 €
76 - Produits financiers		0,00 €
Produits financiers		0,00 €
77 - Produits exceptionnels		0,00 €
Produits exceptionnels		0,00 €
78 - Reprise sur amortissements et provisions		49 090,00 €
Reprise sur amortissements et provisions		49 090,00 €
79 - Transfert de charges		0,00 €
Transfert de charges		0,00 €
87 - Contributions volontaires en nature		0,00 €
870 - Bénévolat		0,00 €
871 - Prestations en nature		0,00 €
875 - Dons en nature		0,00 €

TOTAL CHARGES : 108 250,00 €

TOTAL PRODUITS : 108 250,00 €